

SÉNÉGAL - L'argent des immigrés se fait rare dans les campagnes du Sénégal

24 novembre 2008 - par AFP

La crise économique mondiale tarit les transferts financiers venus d'Europe et dans le nord du Sénégal, où la plupart des habitants dépendent de l'argent des émigrés, on se serre la ceinture. "Mon mari Modou est sans-papier à Milan, il n'a pas envoyé d'argent depuis deux mois", explique Marième Fall, à Louga, ville natale de l'ex-président Abdou Diouf, à 200 km au nord de Dakar.

"C'est devenu très difficile la vie en Italie. Depuis septembre, "la famille n'a reçu que deux mandats de 100.000 francs CFA chacun" (environ 150 euros), poursuit la jeune femme, âgée d'une trentaine d'années, drapée dans un pagne jaune et bleu, portant avec élégance un foulard sur la tête. Et cet argent n'a pas été envoyé par son mari mais par deux de ses frères: un travaille "dans une fabrique de vêtements à Venise et l'autre est vendeur à la sauvette dans des villes du sud" de l'Italie.

Pays pauvre de plus de 11 millions d'habitants, le Sénégal a une ancienne et forte tradition d'émigration, légale ou clandestine. L'argent envoyé par les migrants est supérieur à l'aide publique au développement (APD) reçu par le pays. A Louga, qui compte environ 120.000 habitants, Marième vit dans une grande et belle maison de deux étages avec le patriarche et beau-père, Mamadou Diop, 69 ans.

Dans l'habitation vivent une vingtaine de personnes, exclusivement des femmes, des enfants et des personnes âgées. Les hommes jeunes sont partis travailler en Europe. Et chaque mois, Marième attend l'argent venu du Nord. "C'est pour aider mon beau-père à payer des denrées alimentaires et jusqu'à présent, les frais d'inscription et de scolarité de mes quatre enfants sont encore à honorer", souligne-t-elle. Dans une maison voisine, la famille Lô éprouve elle-aussi de plus en plus de difficultés.

"Les factures d'eau, d'électricité, de téléphone, la scolarité des enfants comme les denrées alimentaires consommées dans la maison sont entièrement pris en charge par mes enfants qui sont en France, en Espagne, et en Italie", explique le vieux Massamba Lô, 75 ans.

"Je n'ai personne qui travaille ici, à Louga". "Seul mon fils Ibou est revenu d'Italie depuis quatre ans, mais il est à Dakar où il fait venir des conteneurs de marchandises importées qu'il revend. Ses quatre autres frères vivent en Italie, en France et deux en Espagne". "La maison vit au rythme de l'état de santé économique de l'Europe" et "actuellement, nous sommes bien affectés par la crise en Europe car mon fils aîné, Oumar Lô, établi à Barcelone (Espagne), qui envoyait plus que ses frères pour les besoins de la famille n'en est plus capable", constate Massamba.

Selon lui, "Oumar parvenait à envoyer 250.000 francs CFA (380 euros) à lui seul chaque mois et maintenant, il est en deçà de 100.000 francs CFA (150 euros) alors qu'il a ici ses trois femmes et ses 13 enfants dont le dernier né a 4 mois". Au vu de la mauvaise conjoncture économique, les deux "vieux", Mamadou et Massamba, ont décidé de limiter les dépenses de la famille.

"Je vais surveiller l'utilisation de l'électricité et la consommation d'eau en fermant les robinets avec des cadenas, explique Mamadou. Et j'envisage aussi de réduire la consommation de riz".

CAMEROUN - La gestion des clubs de football au centre d'un séminaire Fifa

25 novembre 2008 - par XINHUA

La Fédération internationale de football (FIFA) organise depuis lundi à Douala un séminaire d'une semaine axé sur la gestion des clubs à l'intention des présidents de clubs de football camerounais, a rapporté la radio nationale. "La gestion saine et moderne des clubs est le socle qui permet le développement du sport qu'est le football", a déclaré le 1er vice-président de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot), Francis Mveng.

La Fifa a en projet depuis quelques années le professionnalisme des championnats de football des pays du Sud et celui-ci commence par une bonne gestion des ressources matérielles et humaines mises à la disposition de leurs clubs. Pour matérialiser ce projet de la Fifa qui a pour finalité la réduction des départs précoces et irréflechis de certains joueurs locaux vers l'Occident, la Fecafoot a imposé des obligations aux présidents de clubs camerounais tels un salaire mensuel de 50000 Fcfa pour les joueurs de 1ère division et 25000 Fcfa pour la 2e; la mise en place des sites Web et des comptes.

Des experts et instructeurs de la Fifa venus pour l'occasion s'occuperont des cours qui s'inscrivent dans la mouvance du soutien que la Fédération internationale accorde aux clubs et aux compétitions dans divers pays du monde.

L'Union Européenne débloque le milliard promis aux fermiers des pays pauvres

MONDE - 24 novembre 2008 - par AFP

Les ministres du Budget de l'UE sont parvenus à un accord pour débloquer sur trois ans une aide d'un milliard d'euros promise en juillet aux agriculteurs des pays pauvres, a-t-on appris de sources diplomatiques. L'accord prévoit que les versements se feront en trois phases sur la période 2008-2010, a-t-on précisé, avec un premier versement en 2008 de quelque 270 millions d'euros.

Ce milliard doit aider les pays en développement à augmenter leur production agricole, par le financement d'achats de semences et d'engrais. L'idée initiale était de prélever cette somme sur les montants non utilisés de la Politique agricole commune (PAC), mais l'Allemagne et plusieurs autres Etats ont refusé d'utiliser ces fonds pour des actions hors du territoire de l'UE. Les argentiers de l'UE ont donc été contraints de faire les fonds de caisses et de jongler avec des sommes de diverses provenances.

Une partie des fonds sera prélevée sur les montants prévus pour les actions extérieures de l'UE, une autre sur la réserve d'aide d'urgence et le solde sur l'instrument dit de "flexibilité", qui permet à l'UE de répondre à des besoins imprévus.

MALI - Le Mali se dote de trois nouveaux stades omnisports

24 novembre 2008 - par APANEWS

Le Mali s'est doté de trois nouveaux stades omnisports de 4.500 places dont la série d'inaugurations a débuté samedi dans la ville de Bougouni (centre) sous la présidence du chef de l'État malien, Amadou Toumani Touré. Les deux autres stades devraient être prochainement inaugurés par le chef de l'État malien à Koutiala et San, deux villes moyennes de l'intérieur du pays.

Construites par l'entreprise chinoise Qilu, les trois infrastructures ont coûté la somme globale de 6,7 milliards de francs CFA, indique une source officielle. Le ministre de la jeunesse et des sports, M. Hamane Niang a précisé que l'envergure des nouvelles infrastructures leur permet d'accueillir des compétitions internationales.

Chacun des trois stades compte un terrain de football aux normes internationales et une piste d'athlétisme à huit couloirs qui devraient à l'avenir être complétés par des terrains multifonctionnels permettant la pratique du basket-ball, du handball et du volley-ball.

Côte d'Ivoire Empoisonnement à la bouillie de maïs : 17 morts

RFI, le 25/11/2008 Avec notre correspondant à Abidjan, Norbert Navarro

Dix-sept personnes sont mortes des suites d'une intoxication alimentaire dans le village d'Aganfoutou, près de Bongouanou, dans le centre-est du pays. Ces personnes avaient consommé une bouillie à base de maïs. Selon le ministre de la Santé, cette bouillie aurait été contaminée par des produits phytosanitaires dont on ignore encore l'origine exacte.

Chants et danses rituels à Bongouanou. La Côte d'Ivoire est en deuil. « *C'est un grand jour de malheur* », est venu dire le président Gbagbo aux villageois d'Aganfoutou. Le chef de l'Etat veut que la lumière soit faite sur cet empoisonnement collectif qui pourrait résulter d'une négligence comme d'une malveillance.

L'enquête est en cours. La cuisinière qui a mitonné la bouillie mortelle deux jours avant de la proposer à ses clients, a été mise sous les verrous. Parmi les 17 morts, on compte trois mineurs, un enfant de 5 ans, un autre de 6 et un adolescent de 12 ans.

A Aganfoutou, précise le ministre de la Santé, les villageois ont mis trois jours pour donner l'alerte. Le directeur de district a été averti jeudi dernier à midi. Une heure plus tard, une équipe était sur place pour constater les dégâts. Et le ministre lui-même a été informé dès le lendemain matin, vendredi. Dans le village endeuillé, Laurent Gbagbo a insisté pour que des dispositions soient prises afin que de tels drames ne se reproduisent plus. Ce n'est pas la première fois en effet que le chef de l'Etat se déplace pour essuyer les larmes de ses concitoyens. En 2001 déjà, à Logbakro, près de Yamoussoukro, 30 personnes avaient péri pour avoir consommé un bouillon de onze heures du même tonneau.

TCHAD 25/11/2008 13.20

LES CAS DE POLIO SE MULTIPLIENT, TROP D'ENFANTS NE SONT PAS VACCINÉS

Plus de 500.000 enfants sont concernés par la campagne de vaccination contre la poliomyélite engagée aujourd'hui par le gouvernement tchadien et les Nations Unies après qu'un essor des cas de contagion de cette maladie ait été constaté. C'est ce que réfèrent des sources onusiennes, précisant

que malgré les précédentes vaccinations, 27 cas de polio ont été diagnostiqués et confirmés en 2008 contre 22 l'année précédente, dont quelques cas de type 1 de la souche la plus dangereuse. Les opérations de vaccination en cours concernent surtout la région occidentale. Le ministère de la Santé de N'Djamena comme l'Onu attribuent la résurgence de la maladie à l'insuffisance de vaccins, qui dans certaines régions ne protègent que la moitié des enfants, faisant du Tchad un des pays où le pourcentage de vaccination est un des plus bas au monde. Cette donnée est d'autant plus préoccupante si l'on tient compte de la proximité du Nigeria, un des quatre pays où la polio est endémique et responsable ces dernières années de la contagion et réapparition de la maladie dans une bonne partie du continent, après que les efforts de ces 15 dernières années aient bien laissé espérer l'élimination complète de la maladie en Afrique. [MZ/VV]

[CO]Misna

AFRIQUE - Razzia des pays riches sur les terres cultivables

Courrier international - 24 nov. 2008

Afin d'accroître leur production agricole, certains pays occidentaux tentent de mettre la main sur des millions d'hectares au détriment des petits fermiers et des producteurs locaux.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les pays riches achèteraient d'immenses terrains dans toute l'Afrique subsaharienne afin d'y créer des exploitations agricoles destinées soit à l'alimentation, soit à la production de biocarburants. Au dire de Jacques Diouf, directeur général de la FAO, un certain nombre d'Etats et d'entreprises occidentaux mettraient la main sur des millions d'hectares de terres agricoles dans les pays en développement, leur but étant d'assurer leurs approvisionnements alimentaires à long terme. M. Diouf fait valoir que la multiplication de ces transactions pourrait entraîner une forme de néocolonialisme, des Etats pauvres produisant de la nourriture pour les pays riches aux dépens de leur propre population affamée.

Le quotidien britannique The Guardian affirme que la flambée des prix alimentaires à l'échelle mondiale a d'ores et déjà déclenché une deuxième "ruée vers l'Afrique". Mi-novembre, Daewoo Logistics a annoncé un projet d'achat d'une concession de 1 million d'hectares à Madagascar pour une durée de 99 ans. La société sud-coréenne veut y cultiver 5 millions de tonnes de maïs par d'an d'ici à 2023 et produire de l'huile de palme à partir d'une autre concession de 120 000 hectares, en faisant appel à une main-d'œuvre principalement sud-africaine. La production serait destinée avant tout à la Corée du Sud.

"Sur un certain plan, ce ne sont que des projets commerciaux, mais ils sont souvent soutenus par tel ou tel Etat, car ils obéissent à des impératifs de sécurité alimentaire", confirme Carl Atkin, consultant chez Bidwells Agribusiness, une société de Cambridge qui a contribué à négocier certains des contrats d'achat de terrains internationaux. Les autorités malgaches ont déclaré qu'elles ne donneraient leur feu vert à l'accord avec Daewoo qu'après la réalisation d'une étude d'impact environnemental, mais elles se félicitent de cet investissement. Jusqu'à présent, cette gigantesque concession est la plus importante d'une série d'accords fonciers conclus depuis la hausse des prix alimentaires, qui a débuté à la fin de 2007.

"Dans le contexte des ventes de terres arables, il s'agit d'une opération sans précédent, assure Carl Atkin. Nous sommes habitués à des transactions portant sur 100 000 hectares. Cette fois, c'est dix fois plus." En juin 2008, lors du sommet sur la sécurité alimentaire, il avait été décidé d'accroître les investissements et l'aide au développement en faveur des agriculteurs africains, afin que ceux-ci puissent réagir à la hausse des prix en produisant davantage. Mais les gouvernements et les entreprises de certains pays qui disposent de liquidités mais manquent de terres agricoles ont pris le parti de ne pas attendre la réaction des marchés mondiaux. Ils essaient de garantir leur propre accès à la nourriture, à long terme, en achetant des terres dans les pays pauvres.

Pour l'heure, ces rachats sont généralement bien accueillis par les pays en développement. Ainsi, dans un contexte de récession, le ministre malgache de la Réforme foncière a assuré que le produit de ces ventes irait aux infrastructures et au développement dans les zones exposées aux inondations. Le Soudan cherche également à attirer des investisseurs pour ses quelque 900 000 hectares de terres, et le Premier ministre d'Ethiopie, Meles Zenawi, a courtisé les investisseurs saoudiens. D'immenses terrains en Tanzanie ont également éveillé l'intérêt de sociétés occidentales qui s'intéressent à la production de biocarburants. "S'il s'agissait d'une négociation entre partenaires égaux, cela pourrait être une bonne chose, commente Duncan Green, directeur de recherche chez Oxfam. Mais le problème, c'est que, dans cette ruée vers les terres, aucune place n'est accordée aux petits exploitants."

Alex Evans, du Centre de coopération internationale à l'université de New York, estime pour sa part que "les petits agriculteurs sont déjà perdants : les gens qui n'ont pas de titres de propriété en bonne

et due forme vont sans doute être chassés". Les détails des accords fonciers sont généralement tenus secrets, si bien qu'on ne sait pas s'ils prévoient des garanties pour les populations locales.

"Il n'y a guère d'économies d'échelle dans l'agriculture au-dessus du niveau de l'exploitation familiale, explique Steve Wiggins, expert britannique en développement rural à l'Overseas Development Institute, car la gestion de la main-d'œuvre est extrêmement difficile." Les investisseurs pourraient aussi devoir faire face à une vague d'hostilité. "Si j'étais conseiller en risques politiques auprès des investisseurs, poursuit-il, je leur dirais qu'ils ont intérêt à se méfier. Car la terre est une question très sensible. Cela peut très mal tourner si l'on ne tire pas les leçons de l'Histoire."

Paul Redfern *Daily Nation*

L'Afrique de l'est crée une force régionale de réponse rapide pour lutter contre la piraterie

(Xinhuanet 25/11/2008)

NAIROBI, 25 novembre (Xinhua) -- Des pays de l'Afrique de l'est ont créé une brigade de réserve forte de 7 000 personnes pour répondre aux conflits et aux autres crises, et en particulier pour lutter contre la piraterie dans la région. Le ministre kenyan des Affaires étrangères Moses Wetang'ula a déclaré que la force de réponse rapide protégerait les routes commerciales critiques de l'Océan indien pour faire diminuer le nombre d'actes de piraterie, en hausse actuellement, dès qu'elle deviendra pleinement opérationnelle.

"Ce que nous essayons de faire actuellement est de créer une situation où l'Afrique n'ira pas frapper à toutes les portes dans le monde pour demander de l'aide. En effet, nous le pouvons, car un pays comme le Kenya envoie des troupes de maintien de la paix dans le monde", a-t-il déclaré. La force disposera d'un quartier général multinational amariné de 65 personnes, et d'une unité de soutien de signal qui comptera 120 personnes.

2008-11-25 18:28:48 © Copyright Xinhuanet

La compagnie aérienne ASKY dans le ciel africain début 2009

Son président annonce un lancement au premier trimestre de l'année prochaine

lundi 24 novembre 2008, par Panapress

La compagnie aérienne africaine, ASKY (African Sky), dont le siège est à Lomé, au Togo, demarrera ses activités commerciales au premier trimestre 2009, a confié lundi à la PANA à Ouagadougou, M. Gervais K. Djondo, son président, par ailleurs président honoraire du Groupe Ecobank.

"Si nous avons traîné jusque là avant de lancer ASKY c'est pour éviter de tomber dans les mêmes travers que certains. Nous ne voulons pas créer une compagnie qui ne va durer qu'un printemps", a déclaré M. Djondo, qui prend part à la 40ème Assemblée générale de l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA), dont les travaux pour deux jours ont débuté lundi dans la capitale burkinabé.

Il a indiqué que sa compagnie, qui sera dotée d'un capitale de 120 millions de dollars US (environ 60 milliards de FCFA), a pour promoteurs la Banque d'investissement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (BIDC), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), Ecobank et des investisseurs privés.

Précisant que ASKY aura pour partenaire stratégique la compagnie Ethiopian Airlines, M. Gervais K. Djondo a ajouté qu'il ambitionne de créer une "compagnie forte, sécurisée pour le bien-être des africains". Le programme de desserte de la compagnie envisage de couvrir pour un début toute la sous-région ouest-africaine avant de s'étendre progressivement à toute l'Afrique et au reste du monde.

"Nous ne pouvons pas laisser venir les autres profiter de notre ciel. L'Afrique ne doit plus laisser les étrangers exploiter son ciel. Ces grandes compagnies étrangères qui font 80% de leurs bénéfices chez nous", a souvenu M. Djondo qui n'a pas manqué de déplorer, au passage, la non application par les Etats de l'accord de Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) visant l'ouverture totale du ciel africain.

"C'est dramatique ce que nous voyons en Afrique. Alors que des compagnies étrangères viennent chez nous comme bon leur semble, nous les africains n'avons aucune facilité chez nous en matière de transport aérien", a déploré le président de ASKY.

Le désarroi des fermiers blancs d'Afrique du Sud

(Le Figaro 25/11/2008)

La réforme agraire dont Jacob Zuma veut faire sa priorité dès son accession à la présidence devrait permettre la redistribution de 30% des terres.

Doors La Rue enveloppe d'autorité la main du visiteur dans une pogne rugueuse. Tête baissée, yeux fermés, il tient à commencer le repas par un Bénédicité fervent. Un revolver pend à la hanche de ce costaud blond, descendant de huguenots français. Dehors, la nuit tropicale recouvre les collines verdoyantes du Limpopo. L'ancien Transvaal des Boers a changé de nom depuis l'élection de Mandela, mais le monde de Doors est resté le même. «Je pense que Dieu m'a donné la mission de cultiver cette terre. C'est important que vous le compreniez...» Alors, quand le gouvernement multiracial de la nouvelle Afrique du Sud veut restituer les terres aux Noirs, Doors ne comprend pas. Comme toutes les autres, sa ferme est l'objet de plusieurs revendications dûment enregistrées. «Cette ferme, je l'ai achetée, je l'ai mise en valeur...»

Les fermiers blancs du Limpopo sont désarçonnés. Ils s'inquiètent des dernières déclarations de Jacob Zuma. Le populaire leader de l'ANC, artisan de la chute du président Thabo Mbeki, a décidé de s'adresser aux laissés-pour-compte de la politique libérale de son prédécesseur. Quasiment assuré de s'asseoir dans le fauteuil présidentiel au printemps, Zuma laisse entrevoir un coup de barre à gauche. Et la réforme agraire figure en tête de son agenda.

Un casse-tête, cette réforme. Lancée en 1994 par Nelson Mandela, elle devait corriger les péchés de l'apartheid. Aujourd'hui, le constat d'échec est partagé par tous. Certes, les deux tiers des 79 000 réclamations enregistrées avant la date butoir du 31 décembre 1998 ont été satisfaites. Mais dans la grande majorité de cas, il s'agissait de terrains urbains. Reste les terres agricoles. Le problème le plus épineux, chargé d'histoire, d'émotion, d'identité, de religion. Un projet de loi permettant d'exproprier les fermiers qui refusent de vendre leurs terres a été retiré au dernier moment par l'ANC l'été dernier. Par crainte d'un refus de la Cour constitutionnelle. Mais un nouveau texte pourrait bientôt être présenté.

Criminalité incontrôlée

«L'Afrique du Sud va devenir un deuxième Zimbabwe !» clame Doors La Rue. Le Zimbabwe, contre-exemple absolu. Une réforme agraire ratée, la quasi-totalité des 4 000 fermiers blancs expulsés sans indemnités, des dizaines d'entre eux assassinés, un pays prospère réduit en moins de dix ans à la famine. En Afrique du Sud aussi, on tue les exploitants blancs. Plus de 1 500 meurtres depuis 1994. Parfois précédés de tortures. «On dit que ce n'est pas politique. Mais certains n'ont même pas été volés. C'est du terrorisme. Du nettoyage ethnique», affirme Fritz Ahrens, responsable local de la Transvaal Agricultural Union (TAU), le plus en pointe des syndicats de propriétaires agricoles. Pistolet automatique sur short de rigueur, Fritz fait des rondes à bord de son pick-up, orné de l'inscription «TAU patrol». Dans un coin, une radio grésille. Les fermiers de la région ont organisé un système d'autodéfense. «Mais attention, nous ne sommes pas une milice ! Si on arrête quelqu'un, on le remet à la police.» L'effet dissuasif semble fonctionner. La dernière attaque remonte à trois ans. Mais seuls les plus militants croient à un plan politique caché.

Les attaques de fermes se noient dans une criminalité incontrôlée, qui a fait autour de 200 000 morts depuis 1994, la plupart noirs. En réalité, Fritz Ahrens et ses amis ont du mal à admettre la fin d'un rêve. Bien que Sud-Africain de la deuxième génération - son père a émigré d'Allemagne - Fritz parle lui aussi de «mission divine», évoque «la Bible et le fusil» et le «Grand Trekk», le mythe fondateur des Afrikaners. En 1835, plus de 15 000 d'entre eux des Holladais, des Allemands et des Français quittent la colonie britannique du Cap dans des chariots bâchés. Animés par une lecture sélective de la Bible, ils ne comprennent pas que les Anglais de l'époque accordent des droits aux Africains. Mais comme le note Frank Welsh, auteur d'une Histoire de l'Afrique du Sud, «le principal intérêt des Boers [paysans en néerlandais], devenu une obsession, était l'acquisition de terres sans limites». Les voyageurs s'installent, au fil du temps, sur les terres les plus fertiles. «On ne peut pas dire qu'elles ont été prises aux Noirs, argumente Stephan Hoffman, lui aussi fermier et syndicaliste agricole. Les gens d'ici étaient de semi-nomades. Ils utilisaient une terre vide.»

Détournements de fonds

Le chef Andries Madzivhandila Mavhungu, chef de la communauté Tshakhuma, appartenant au peuple Venda, n'a pas la même vision de l'histoire : «Nous, les Noirs, on nous a interdit de posséder la terre.» En 1913, le Native Land Act a interdit aux Noirs de posséder la terre en nom propre, ni en dehors des réserves qui sont mises en place. Dans la vallée fertile du Levubu, la culture moderne ne commence réellement qu'en 1936, avec l'irrigation et l'éradication de la malaria par le gouvernement. Les terres sont vendues en lots aux Blancs. Les Noirs sont embarqués dans des camions et expulsés vers des réserves ou vers les mines où ils fournissent une main-d'œuvre bon marché.

Quand le gouvernement a mis en marche la réforme, une vague de revendications, a déferlé sur le Limpopo comme sur les autres États agricoles sud-africains. La plupart des fermes sont réclamées plusieurs fois par différentes communautés. La bureaucratie traîne. La «Land Bank», chargée des opérations financières, a été au centre d'un retentissant scandale de détournements de fonds. Aujourd'hui, la majorité des dossiers reste en souffrance. Le dispositif, complexe, ne prévoit d'ailleurs pas de donner satisfaction à toutes les demandes. L'objectif est de redistribuer 30 % des terres en

2014. Mais de toute façon, le système ne marche pas.

Nombre de terres acquises par le gouvernement au profit des communautés sont en déshérence. Au bord des routes s'alignent des rangées de bananiers aux branches cassées, où pendent des régimes maigrichons. En cause, le système de propriété collective figé par l'apartheid, qui avait étouffé dans l'œuf une classe émergente de petits fermiers noirs. «C'est le chef qui détient la terre au nom du groupe. Personne n'est vraiment responsable. Il faudrait que quelqu'un de chez nous soit formé à l'agriculture moderne et prenne la direction», reconnaît un jeune de la communauté Tshakhuma. Stephan Hoffman, le syndicaliste blanc, acquiesce : «Je n'ai rien contre l'idée de fermiers commerciaux noirs. Il faut un seul responsable par exploitation.» Le groupe a obtenu la restitution d'une ferme, mais elle périclite.

«Nous n'avons pas été efficaces»

Le gouvernement avait imaginé un moyen de pallier le manque de formation des récipiendaires : les strategic partners, des sociétés agricoles chargées de gérer les fermes restituées et de former les communautés. Le système a parfois fonctionné, souvent échoué. «Le manager n'était là qu'une fois tous les quinze jours», assurent les Tshakhumas. Cet échec, le gouvernement en est conscient. Derek Hanekom, ministre de l'Agriculture de Mandela, aujourd'hui ministre des Science et Technologies, vient de reprendre du service pour diriger une commission sur la meilleure façon de relancer la réforme. Il assume : «Oui, nous n'avons pas été efficaces. Oui, les objectifs ne sont pas atteints, en dépit de quelques succès. Oui, le système de restitution aux communautés ne fonctionne pas. Et spécialement dans le Limpopo, où il n'y avait souvent aucune cohérence dans les groupes qui ont réclamé des restitutions de terres.»

Le risque d'un deuxième Zimbabwe ? «Nous faisons tout pour l'éviter», assure le ministre. Bien que la comparaison ait ses limites. Contrairement au Zimbabwe, nation essentiellement agricole, l'Afrique du Sud est un pays émergent où l'agriculture ne représente que 3 % du PIB. La commission planche maintenant sur plusieurs pistes. Dont la division des terres en petites unités de production intensives. Les propriétaires blancs dénoncent le retour à une agriculture de subsistance. Le ministre nie. «Les petites exploitations peuvent se révéler très performantes économiquement. On l'a vu au Sri Lanka, par exemple.» Il s'agit aussi de renouer le lien des Sud-Africains noirs avec la terre, perdu il y a près de cent ans. Et d'éviter l'explosion sociale qui couve. Quitte à exproprier ? L'exemple du naufrage zimbabwéen servira de garde-fou, affirme Derk Hanekom : «L'expropriation, si elle est employée, ne devra l'être qu'en dernier recours.»

Par Pierre Prier, envoyé spécial à Levub
24/11/2008 © Copyright Le Figaro

Guinée-Bissau Retour à la normale à Bissau

RFI, le 24/11/2008 à 08:23 TU, *De notre envoyé spécial à Bissau*, Laurent Correau

Au lendemain de l'attaque de la résidence du président bissau-guinéen, Joao Bernardo Vieira, Bissau a retrouvé ce lundi matin son rythme habituel. Cinq personnes ont été arrêtées après cette attaque. Le procureur général devait rencontrer à la mi-journée le chef d'état-major pour le lancement des poursuites.

La navette des taxis bleus et blancs. Les petits vendeurs et de nombreux passants. Pas de signe particulier de tension ce matin à Bissau.

Hier soir, la ville avait même son visage normal de capitale privée d'éclairage public : les silhouettes qui déambulaient dans l'obscurité, les vendeuses qui s'éclairaient à la bougie, et dans un quartier, une salle couverte bondée dans laquelle les habitants étaient venus voir comme d'habitude leur émission sportive du dimanche soir. « *Je suis sorti, mais je suis rentré plus tôt que d'habitude, de peur que ça reprenne* » confiait tout de même un habitant de Bissau.

Nombreux impacts

Au palais présidentiel, un vigile laisse nonchalamment tomber un bras à l'extérieur de sa guérite, et aucun déploiement particulier n'est visible. Un proche du président assure cependant que le dispositif de sécurité a été renforcé. Il montre notamment les gilets pare-balle bleus qui ont été enfilés par les gardes postés sous le portrait du président, Nino Vieira. « *D'habitude*, dit-il, *ils ne les utilisent pas* ». A Tion di Peppel, le quartier de la résidence du chef de l'Etat, on voit encore les signes de l'attaque d'hier. Derrière un grand palmier, le toit de la maison de Nino Vieira est percé de deux larges trous faits à l'arme lourde. Les impacts de balle ponctuent les murs crème de sa résidence... Les trois 4x4 dernier cri qui sont garés le long du trottoir sont en bien piteux état. Sur la vitre blindée de l'un d'eux, une étoile blanchâtre creuse le verre là où le coup est arrivé. Les débris de pare-brise teinté sont éparpillés sur le sol. « *C'est un petit groupe encagoulé qui a attaqué vers 1h00*, explique l'un des membres de la sécurité. *L'attaque a duré deux heures de temps. Nous avons été pris par surprise* ».

Ce lundi à la mi-journée, le procureur général de la République, Luis Manuel Cabral a rencontré le chef d'état-major Tagmé Na Wai. Il lui a indiqué sa volonté de transférer les cinq personnes arrêtées par l'armée vers une prison civile. Selon les collaborateurs du procureur, ce transfert est une première étape qui sera suivie de la mise en route de l'enquête proprement dite.

Conférence euro-africaine: l'Afrique pour une Europe plus ouverte à l'immigration

PARIS (AFP) - mardi 25 novembre 2008 - 14h28 - L'Afrique a réclamé mardi à la 2ème conférence euro-africaine sur la migration et le développement une plus grande ouverture des frontières de l'UE tandis que les dirigeants européens ont plaidé pour leur Pacte qui prône une immigration choisie. L'adoption en octobre du Pacte européen sur l'immigration et l'asile "a semé le doute", a affirmé le ministre sénégalais de l'Intérieur Cheijk Tidiane Sy.

"Dans l'esprit des fervents militants du processus euro-africain sur la migration, ce pacte est perçu comme une volonté des Européens de se bunkériser", a-t-il dit avant de demander "un effort d'explication et de clarification". Le ministre français de l'Immigration Brice Hortefeux, qui a porté le concept d'immigration choisie, avait auparavant plaidé en faveur du dialogue avec l'Afrique et du Pacte européen qu'il a inspiré.

"L'objectif du pacte européen, c'est d'éviter une Europe bunker et une Europe passoire", a-t-il déclaré à l'ouverture de la conférence devant quelque 80 délégations européennes et africaines. Le Pacte, adopté le 16 octobre à l'unanimité, appelle à une régulation des flux migratoires en fonction des besoins de main-d'oeuvre des Etats de l'UE. Jacques Barrot, vice-président de la Commission européenne, a également plaidé pour le Pacte qu'il juge "très équilibré".

Bernard Kouchner, le ministre français des Affaires étrangères, s'est félicité de l'adoption du Pacte, tout en reconnaissant qu'"il était difficile d'imaginer, il y a deux ans, que la politique française d'immigration aurait recueilli (son) assentiment". Bernard Kouchner fait partie des personnalités de gauche qui ont rejoint le président de droite Nicolas Sarkozy après son élection en 2007. "Le Pacte, a-t-il dit, a été la première des réussites consensuelles des 27 pays" de l'UE. Cette unanimité européenne a été battue en brèche par plusieurs dirigeants africains. Ainsi le ministre marocain des Affaires étrangères, Taïeb Fassi Fihri, a appelé l'Europe à davantage de "réalisme".

"Tant qu'il y aura des divergences entre une politique de migration européenne restrictive et les demandes des migrants, les flux d'immigration irrégulière continueront", a-t-il dit. "Nous demandons, nous exigeons auprès de nos partenaires du Nord une logique constructive et ouverte qui aille bien au-delà de cette volonté de se fermer", a-t-il ajouté demandant d'"ouvrir des passerelles de migration régulière pour tempérer les velléités des clandestins". Le ministre burkinabé des Affaires étrangères Alain Bédouma Yoda a également plaidé pour des projets de développement dans les pays d'origine tout en demandant d'"assouplir les conditions d'entrée" en Europe, sous peine de voir les problèmes perdurer.

Cette conférence est une nouvelle étape d'un processus engagé à Rabat en juillet 2006 pour établir un "partenariat étroit" entre pays d'origine et pays de destination face au flux d'immigration ouest-africaine vers l'Europe. Elle faisait suite à une crise dramatique dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla (nord du Maroc), à l'été 2005, lorsque des milliers de candidats africains à l'émigration s'étaient heurtés aux murs dressés à la frontière.

Depuis, l'Europe est confrontée au drame d'immigrants africains qui, au péril de leur vie, cherchent à gagner ses côtes sur des embarcations de fortune. A l'issue de cette deuxième conférence, Européens et Africains devraient adopter un programme sur trois ans pour progresser vers une gestion concertée des flux migratoires, combinant aide au développement, organisation de la migration légale et lutte contre l'immigration irrégulière.

Sirius Star: le Kenya se prépare à l'éventualité d'une marée noire

NAIROBI (AFP) - mardi 25 novembre 2008 - 11h54 - Le Kenya se prépare à lutter contre une marée noire dans l'éventualité où une tentative de libération du superpétrolier saoudien capturé par des pirates le 15 novembre tournerait au scénario catastrophe, ont rapporté mardi à l'AFP des responsables maritimes.

Cinq jours après la capture dans l'océan Indien du Sirius Star, renfermant dans ses cales l'équivalent de 300.000 tonnes de pétrole, les autorités maritimes kényanes ont mené des exercices de lutte antipollution et mobilisé leurs équipes, a expliqué le capitaine Geoffrey Namadoa, responsable du service pollution de l'Autorité portuaire kényane (KPA). "Cela visait à sensibiliser nos équipes (...) pour qu'elles soient prêtes le cas échéant à faire route vers le nord, et à maintenir notre équipement prêt", a déclaré M. Namadoa.

Le groupe participant à ces exercices comprend la KPA, la marine kényane, des compagnies pétrolières et la police maritime de Mombasa, l'un des principaux ports d'Afrique de l'Est, centre névralgique du commerce d'Afrique de l'Est et des Grands Lacs. Une marée noire pourrait affecter les parcs marins situés le long des côtes kényanes au nord de Mombasa, a ajouté M. Namadoa, précisant qu'un nouvel exercice allait être organisé cette semaine.

"L'inquiétude majeure concerne les parcs nationaux (marins) et les plages pour les touristes", a-t-il assuré. Le tourisme est l'un des premiers secteurs pourvoyeur de devises étrangères et d'emplois au Kenya, réputé pour ces plages paradisiaques et une importante offre hôtelière. La tension est montée d'un cran ce week-end dans le village côtier d'Harardhere (300 km au nord de Mogadiscio) où est ancré le supertanker: les insurgés islamistes radicaux ont en effet menacé d'attaquer les pirates. En outre, de nombreuses marines étrangères patrouillent la zone dans le cadre de la lutte antipiraterie afin de tenter d'enrayer ces attaques qui perturbent l'une des principales routes maritimes mondiales.

RDC: HRW dénonce la répression du régime Kabila, 500 opposants tués en 2 ans

KINSHASA (AFP) - mardi 25 novembre 2008 - 15h25 - Dans l'indifférence de la communauté internationale, le régime du président congolais Joseph Kabila mène depuis deux ans une "répression brutale", avec plus de 500 opposants tués et un millier d'arrestations, a dénoncé Human Rights Watch (HRW). Depuis les élections "censées apporter" la démocratie en République démocratique du Congo (RDC), "les forces de sécurité gouvernementales ont tué délibérément ou exécuté sommairement au moins 500 opposants présumés et en ont détenu environ 1.000 autres, dont beaucoup ont été torturés", affirme un rapport de HRW publié mardi.

Cette "répression brutale (...) a commencé pendant les élections de 2006 qui ont porté au pouvoir le président Kabila, et elle s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui", accuse l'organisation de défense des droits de l'homme. En deux ans, près de 150 personnes ont été exécutées sommairement à Kinshasa, a assuré à l'AFP Anneke Van Woudenberg, chercheuse de HRW. "Tandis que tout le monde se concentre sur les violences dans l'est du Congo, les exactions du gouvernement contre les opposants politiques attirent peu d'attention", a-t-elle déploré.

Selon le rapport de l'organisation américaine, "les agents de l'Etat ont particulièrement pris pour cible les personnes originaires de la province de l'Equateur (nord-ouest) ainsi que d'autres soupçonnées de soutenir le candidat présidentiel vaincu, Jean-Pierre Bemba", chef de l'opposition congolaise, actuellement détenu aux Pays Bas où il est poursuivi par la Cour pénale internationale (CPI). "Les gens de la tribu Ngbaka (dans l'Equateur) ont été spécifiquement visés", a expliqué Mme Van Woudenberg au cours d'une conférence de presse à Kinshasa, "mais certains ne faisaient pas de politique".

Les services de sécurité s'en sont pris également "à des adhérents du Bundu Dia Kongo (BDK), un groupe politico-religieux basé au Bas Congo qui encourage une plus grande autonomie provinciale et a recueilli un appui considérable aux élections législatives". En février 2007 et en mars 2008, les forces de sécurité ont tué respectivement 104 et 200 personnes dans le Bas Congo lors d'interventions contre le BDK, assure l'organisation. Cette répression se déroule "dans l'indifférence de la communauté internationale", s'alarme-t-elle, en dénonçant "le silence" des gouvernements étrangers.

Après les élections de 2006, "largement financées par des bailleurs de fonds internationaux", les partenaires étrangers de la RDC "se sont employés à gagner les faveurs du nouveau gouvernement de Kabila et ont gardé le silence sur les atteintes aux droits de l'homme". Les rapports de l'ONU sur "ces crimes à motif politique ont été délibérément enterrés ou publiés trop tardivement", estime encore Human Rights Watch. Selon elle, "les subordonnés de Kabila ont agi par le biais de plusieurs forces de sécurité, notamment la Garde républicaine paramilitaire, une +commission secrète+, le bataillon spécial Simba de la police et les services de renseignement".

"Des agents de l'Etat ont tenté de dissimuler les crimes en jetant des corps dans le fleuve Congo ou en les enterrant en secret dans des fosses communes", explique l'organisation basée à New York.

"Des fonctionnaires ont bloqué les tentatives d'enquêtes de la part (...) de l'ONU, de défenseurs des droits humains, et de membres des familles des victimes". HRW fait état d'"actes de torture, notamment des passages à tabac, des coups de fouet et des simulacres d'exécutions, ainsi que l'utilisation de matraques électriques".

Certains détenus "sont restés enchaînés pendant des jours ou des semaines et nombre d'entre eux ont été forcés à signer des aveux disant qu'ils avaient été impliqués dans des tentatives de coups d'Etat contre Kabila". Selon HRW, 200 personnes au moins, détenues pour des raisons politiques, sont toujours incarcérées sans jugement à Kinshasa ou au Bas Congo.

Le Rwanda se réjouirait de relations diplomatiques normales avec la France

KIGALI (AFP) - mardi 25 novembre 2008 - 9h42 - Le gouvernement rwandais se réjouirait du rétablissement des relations diplomatiques avec la France rompues en novembre 2006, a déclaré mardi la chef de la diplomatie rwandaise, Rosemary Museminali. Le Rwanda veut "des relations basées sur les intérêts communs des Rwandais et des Français", a déclaré la ministre sur les ondes de Radio Rwanda, un organe du gouvernement rwandais.

"C'est une chose (le rétablissement des relations) dont nous nous réjouissons nous aussi. Ce que nous refusons, ce sont des relations basées sur le mépris", a dit Mme Museminali qui s'exprimait en langue rwandaise. "C'est pourquoi, même en ces moments de crise (entre les deux pays), le président de la République (rwandaise, Paul Kagame) a continué à avoir des rencontres avec le président (Nicolas) Sarkozy", a-t-elle ajouté.

Dimanche, le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner avait souhaité que l'inculpation en France de Rose Kabuye, une proche du président Kagame, puisse faciliter une reprise des relations diplomatiques entre Paris et Kigali. Mme Kabuye est soupçonnée d'être impliquée dans l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du président rwandais de l'époque Juvénal Habyarimana, qui avait été tué dans l'explosion, ainsi notamment que l'équipage français de l'appareil. Cet attentat avait marqué le début du génocide perpétré par les extrémistes hutu principalement contre la population tutsi, à laquelle appartient M. Kagame, qui avait fait quelque 800.000 morts selon l'ONU. A de nombreuses reprises, le Rwanda a accusé la France de collusion avec les responsables du génocide. Paris, de son côté, a toujours récusé toute responsabilité dans ces massacres.

Guinée-Bissau: les auteurs de la mutinerie recherchés, la région se mobilise

BISSAU (AFP) - lundi 24 novembre 2008 - 21h21 - Les auteurs de l'attaque ce week-end de la résidence du président de Guinée-Bissau, Joao Bernardo Vieira, étaient toujours recherchés lundi, alors qu'une délégation de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (Cédéao) était attendue mardi à Bissau. Le coup de force dimanche de militaires mutins, une semaine après des élections législatives exemplaires censées apporter la stabilité à ce petit pays, a été condamné "fermement" par la communauté internationale, notamment le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, et la France.

Mutinerie motivée par des intérêts catégoriels ou tentative de coup d'Etat, plus politique, le flou subsistait lundi sur les motivations des auteurs du coup de force, qui a déstabilisé un pays déjà fragilisé par le trafic de la cocaïne sud-américaine en transit vers les marchés européens. Le sergent Alexandre Tchama Yala, présenté comme le "cerveau" de l'attaque, était toujours "activement recherché lundi", selon des sources militaires. Il est le neveu de l'ex-président bissau-guinéen Kumba Yala (2000-2003), qui a vivement contesté les résultats des élections législatives.

L'identité du "cerveau" de l'attaque n'a toutefois pas été confirmée officiellement par le bureau du procureur à Bissau. Le procureur général de la République Luis Manuel Cabral a rencontré lundi le chef d'état-major des armées, le général Tagmé Na Waié, pour discuter du transfert dans une prison civile de "cinq personnes arrêtées" à la suite de l'attaque de dimanche. Sur le plan diplomatique, une délégation de la Cédéao comprenant notamment le président de la Commission de cette organisation, Mohamed Ibn Chambas, et le ministre burkinabè des Affaires étrangères, Alain Bédouma Yoda, devait arriver lundi soir dans la capitale pour "une visite de solidarité".

Mais elle a été reportée à la dernière minute à mardi matin, sans qu'aucune raison officielle ne soit donnée. De son côté, le président sénégalais Abdoulaye Wade a demandé la "tenue urgente à Dakar d'une conférence internationale sur la Guinée-Bissau", pays voisin du Sénégal. Cette réunion "permettrait de diagnostiquer en profondeur tous les problèmes de ce pays frère, avec un accent particulier sur celui que posent les trafiquants de drogue en vue d'y apporter des remèdes efficaces et durables", a déclaré M. Wade.

L'attaque de dimanche a également relancé les interrogations sur le rôle de l'armée dans ce pays, qui depuis son indépendance du Portugal en 1974, a connu plusieurs coups d'Etat ainsi que plusieurs tentatives. Mais, selon la représentation de l'ONU à Bissau, le coup de force contre la résidence présidentielle est le fait de "quelques éléments" de l'armée qui reste, dans sa grande majorité, républicaine.

"L'armée bissau-guinéenne est vraiment engagée dans le processus de consolidation des institutions de l'Etat. Ce sont quelques uns de ses éléments qui sont à l'origine des événements de dimanche", a estimé le porte-parole de l'Office des Nations unies en Guinée-Bissau (Unogbis), Vladimir Monteiro.

La majeure partie de l'armée "veut aider à la consolidation de la démocratie et elle travaille à la réforme du secteur de la sécurité", notamment via une réduction des effectifs, la réorganisation et la modernisation des troupes, la construction de prisons, a-t-il ajouté.

Ces dernières violences interviennent après la publication vendredi des résultats provisoires du scrutin du 16 novembre, donnant une large victoire (67 sièges sur 100) à l'ex-parti unique de Guinée-Bissau, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap vert (PAIGC). Ces résultats avaient été vivement contestés par Kumba Yala, élu président en 2000 et renversé en 2003 par l'armée, dont la formation, le Parti de la rénovation sociale (PRS), a obtenu 28 députés, contre 25 dans l'Assemblée sortante.

NIGER - Le Président Tandja reconduit pour 3 mois, l'état d'urgence à Agadez

25 novembre 2008 - par APANEWS

Le Chef de l'Etat nigérien, Mamadou Tandja a reconduit pour trois mois et l'état d'urgence a été décrété dans la région d'Agadez (900 au nord de Niamey), suite aux attaques du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ), a appris APA de source officielle. Le décret présidentiel prend effet, à compter du 24 novembre, et maintient cette mesure exceptionnelle, dans la région d'Agadez où les pouvoirs des forces de défense et de sécurité sont renforcés.

Cette région, riche en uranium et en potentiel minier connaît depuis février 2007, une situation d'insécurité, exacerbée par les attaques des éléments du MNJ contre les bases militaires et les sites miniers. Mouvement insurrectionnel, non reconnu par le pouvoir de Niamey, le MNJ, a revendiqué plusieurs attaques, menées au nord et au centre du Niger, démentant toutefois, d'être à l'origine des explosions de mines, sur certains axes routiers du pays. L'ampleur de l'insécurité a amené les autorités régionales d'Agadez à reconduire l'escorte militaire pour les véhicules de transports en commun, sur les routes du nord du pays.

AFRIQUE - «Les accidents de la route grèvent nos jeunes et fragiles économies» selon l'UEMOA

24 novembre 2008 - par APANEWS

«Les conséquences des accidents de la route grèvent lourdement nos jeunes et fragiles économies », a soutenu à Dakar le directeur de cabinet du département de l'aménagement du territoire communautaire, du transport et du tourisme, un organe de la commission de l'UEMOA, Hamidou Mallah.

«Les conséquences de ces accidents de la route grèvent lourdement nos jeunes et fragiles économies, notamment par des pertes équivalentes à 1 voire 2 % du produit intérieur brut », a-t-il indiqué à l'ouverture de l'atelier de validation des Projets de textes communautaires portant harmonisation de certaines dispositions en matière de sécurité routière dans l'espace Uemoa. Cette rencontre de cinq jours, est initiée pour examiner et harmoniser certaines dispositions de la sécurité routière comme l'état des infrastructures routières, l'enseignement de la prévention routière et le contrôle technique des véhicules dans les pays de l'Uemoa».

Chaque année dans le monde, environ 1,2 millions de personnes meurent et 50 millions autres sont blessées suite aux accidents de la circulation dont près de la moitié des victimes est constituée dans les pays en développement notamment en Afrique, indique un rapport conjoint de l'OMS et de la Banque mondiale que».

«Dans l'espace Uemoa, la situation, très préoccupante, demeure mal connue et tout au moins fortement sous estimée du fait de l'absence ou de la défaillance des systèmes d'information sur les accidents de la route », a-t-il souligné. M Mallah a invité les participants à la rencontre à faire une analyse approfondie de toutes les questions utiles à l'amélioration des dispositions réglementaires de notre espace commun.

«Vous aurez à imaginer et à proposer des solutions les plus adaptées aux problèmes qui se poseront dans le cadre de la mise en ?uvre de ces textes communautaires », a-t-il ajouté, se disant convaincu que les travaux aboutiront à des résultats de haute facture. Venus des huit pays de l'UEMOA, les participants à la rencontre examinent au cours de leurs travaux «les projets de directive» portant sur la politique de sécurité routière, la création d'un comité régional et d'un audit de sécurité routière entre autre.

Ces textes réglementaires prennent en charge la création d'un système de formation à l'obtention du permis de conduire, l'élaboration d'un programme d'enseignement de la sécurité routière dans les systèmes éducatifs et la mise sur pied d'un système de contrôle technique automobile dans les pays de l'Union.

AFRIQUE - Brad Pitt et Angelina Jolie pourraient passer les fêtes de fin d'année en Afrique

24 novembre 2008 - par WEB

Dans une interview accordée à la chaîne américaine E!, Brad Pitt a confié l'envie du couple de passer les fêtes de fin d'années en Afrique ou en Asie. 'Nous voulons retourner dans la ville de naissance d'un des enfants et y passer un peu de temps' a déclaré l'acteur américain. Déjà l'année dernière, la petite famille avait passé Noël dans leur résidence de La Nouvelle Orléans.

Angelina Jolie et Brad Pitt ont trois enfants adoptifs. L'un est originaire du Cambodge, un autre du Vietnam et le troisième d'Éthiopie. Leur fille Shiloh est née en Afrique, en Namibie, et leurs jumeaux Knox et Vivienne sont nés cette année en France. Reste à savoir lequel de ces pays la famille Pitt-Jolie choisira.

GHANA - La police se prépare à prévenir les violences électorales

24 novembre 2008 – IRIN

Tandis que le Ghana a commencé son compte à rebours à l'approche des élections présidentielles et législatives, qui auront lieu le 7 décembre, la police nationale dit avoir identifié 1 399 zones sujettes aux violences, susceptibles d'être le théâtre de troubles. « La plupart de ces zones sont des régions qui ont des antécédents de conflit violent, et où les divisions politiques peuvent être un terreau fertile pour de nouvelles violences », selon Patrick Timbila, directeur des opérations de la police.

Les zones citées sont, pour certaines, des villages, pour d'autres, des régions entières. Le Kofi Annan International Peacekeeping Training Centre (KAIPTC), un organisme de recherche sur la prévention des conflits, a également déterminé, dans le cadre d'une étude récente, que le risque de violences était général.

Le Ghana a largement échappé au conflit qui a happé ses voisins d'Afrique de l'Ouest, mais les huit candidats qui se présenteront aux élections présidentielles de décembre appellent les électeurs à se souvenir que le pays a été le théâtre de violences politiques par le passé et que le conflit pourrait éclater de nouveau. John Evans Atta Mills, candidat à la présidence au sein du Congrès démocratique national (NDC), principal parti d'opposition, a récemment évoqué les violences post-électorales qui ont secoué le Kenya en décembre 2007 comme exemple de ce qui pourrait se produire si des mesures de prévention n'étaient pas prises.

En août 2008, l'inscription des nouveaux électeurs à Tamale, capitale de la région Nord, a été marquée par les violences. Par la suite, toujours dans le courant du mois d'août, une fusillade avait fait au moins trois morts et bien davantage de blessés et de déplacés dans la ville de Gushegu, située non loin de là.

La Coalition of Domestic Election Observers, un organisme de surveillance électorale, a découvert des irrégularités dans le processus d'inscription dans la même région, notamment l'inscription d'électeurs mineurs, l'inscription forcée de ressortissants étrangers, ainsi qu'une pénurie de matériel à l'origine de retards importants. « Si les statistiques de la police sont vraies, nous avons des problèmes », a estimé Kwesi Aning, directeur de recherche au KAIPTC

Des poudrières dans le nord

M. Timbila, chef de la police, s'inquiète tout particulièrement du risque de violence dans le nord en raison des divers conflits prolongés qui font rage dans la région, a-t-il expliqué à IRIN. Parmi les poudrières : Dadgon, Yendi et Gushegu dans la région Nord, et Bawku dans la région Nord-Est. En 1993, des querelles foncières avaient donné lieu à des violences ethniques et fait plusieurs centaines de morts dans la région Nord.

« Les activités politiques dans le nord sont souvent alimentées par un mélange complexe de querelles foncières latentes, de conflits ethniques et de chefferies, et d'une culture des armes à feu », a indiqué M. Aning du KAIPTC. En janvier 2008, des flambées de violence ont éclaté entre l'ethnie des Mamprusi et celle des Kusasi à Bawku, une ville de la région Nord-Est, une des zones situées à l'extrême nord du Ghana.

Une querelle de chefferie couve entre les familles royales Abudu et Andani depuis 2001 et ces dernières années, selon M. Aning, des politiciens se servent de ces conflits dans leur propre intérêt politique. Chaque famille royale est désormais alignée, ou considérée comme alignée derrière un parti politique. « Ces conflits revêtent désormais des couleurs politiques, bien qu'ils aient apparemment été déclenchés par des querelles de chefferie ». Dans le nord, les jeunes sont eux aussi manipulés par la classe politique, selon Emmanuel Bombandey, du Réseau régional de construction de la paix en Afrique de l'Ouest (WANEP), un organisme à but non-lucratif. « Les hommes politiques, volontairement ou non, distribuent des fonds à leurs jeunes partisans pour [...] faire en sorte qu'ils prouvent leur fidélité à un parti donné ».

La pauvreté générale des trois régions de l'extrême nord du pays rend les jeunes manipulables, selon

M. Aning. Quelque 18,2 pour cent de Ghanéens vivent en effet avec moins d'un dollar par jour, la moitié d'entre eux dans le nord du pays. En outre, la concurrence acharnée que se livrent les candidats dans le cadre d'une élection qui devrait être serrée risque également de déclencher des violences à Accra, la capitale, dans le sud du pays, ainsi qu'à Kumasi, deuxième ville du pays, située dans la région d'Ashanti (centre), selon le rapport du KAIPTC.

Le gouvernement du président John Agyekum Kufuor achèvera son mandat en janvier 2009 ; il s'agira là de la première fois dans l'histoire du Ghana qu'un parti d'opposition arrivé au pouvoir sera parvenu au terme des deux mandats de quatre ans autorisés par la Constitution. Des sondages récents indiquent que les élections du 7 décembre seront les plus serrées depuis 1992 et qu'elles pourraient aboutir à un deuxième tour entre les deux principaux partis politiques : le Nouveau Parti patriotique (NPP), au pouvoir, et le NDC, parti d'opposition.

Stratégie de sécurité

Pour prévenir les violences, le gouvernement a formé un Groupe de travail national de sécurité électorale au début de l'année 2008, dirigé par Patrick Acheampong, inspecteur général de la police. Le jour des élections, dans le cadre d'une stratégie publique, 36 000 agents de sécurité issus des rangs de la police, des directeurs de prison, des représentants des services d'immigration et des douanes, et des sapeurs-pompiers nationaux seront déployés dans l'ensemble du pays. Ceux-ci seront soutenus par 4 000 soldats de réserve, dans les 10 régions du pays. Les 16 et 17 novembre, du personnel armé et des véhicules blindés ont envahi les rues d'Accra pour effectuer des manœuvres.

« Nous ferons le nécessaire pour préserver l'intégrité des élections », a indiqué à IRIN M. Timbila, de la police. « Nous maîtrisons la situation, d'importantes mesures de prévention ont été prises [...] Nous ne voulons pas être pris au dépourvu ». La police ne dispose néanmoins que de 832 véhicules, et les 36 000 membres du personnel de sécurité ne suffiront pas à couvrir les 22 000 bureaux de vote du pays, s'inquiète M. Aning du centre Kofi Annan. « Il n'y a que 22 129 officiers de police dans le pays, ce qui veut dire qu'il n'y aura qu'un policier par bureau de vote ». Il restera donc 14 000 spécialistes de la sécurité pour couvrir le reste du pays, d'après M. Aning.

TOGO - Le gouvernement togolais en séminaire au nord du pays

24 novembre 2008 - par APANEWS

L'ensemble du gouvernement togolais est en séminaire depuis ce matin dans la ville de Kara située à 430 km au nord de Lomé, a appris APA de bonne source. Durant trois jours, les 27 ministres du gouvernement togolais vont faire le bilan des actions déjà entamées et étudier les stratégies pour une mise en œuvre efficace des actions annoncées. Ils vont aussi travailler sur un plan d'action prioritaire et l'organisation du travail gouvernemental.

« Nous devons partir d'ici avec une idée encore plus claire sur la priorisation des actions du gouvernement pour l'année 2009 et voire 2010. Une lettre de mission à chaque ministre, une vue d'ensemble sur les aides extérieures et les mécanismes de coordination de celles-ci », a déclaré à l'ouverture le Premier ministre togolais Gilbert Fossoun Hounbo

Il a aussi évoqué l'adoption d'un programme de renforcement des capacités pour améliorer l'efficacité de nos actions et enfin la faisabilité de mise en place d'un cadre transitoire de passation des marchés publics pour une meilleure absorption de l'aide. Nommé en septembre dernier, Gilbert Fossoun Hounbo, s'est donné six mois pour s'attaquer à des secteurs prioritaires au Togo notamment les infrastructures et le transport, l'agriculture, la santé et l'éducation.

CAMEROUN - Un adjudant de l'armée abattu par des malfrats

24 novembre 2008 - par APANEWS

Un adjudant de gendarmerie du Cameroun, Moussa Garba, a été abattu par des coupeurs de route le week-end-end dernier dans la localité Maltam, située dans la province camerounaise de l'Extrême-Nord, a appris APA de source policière. Le sous-officier et ses éléments, alertés par un veilleur de nuit, tentaient d'interpeller un gang de malfrats qui vandalisaient une antenne relais d'un opérateur de téléphonie mobile. Le vigile ayant donné l'alerte sera également tué au cours de l'échange de coups de feu.

En fin octobre dernier, c'est le capitaine de gendarmerie Felix Leuy Tah, commandant de la compagnie de Kaélé, toujours dans l'Extrême-Nord, qui était abattu en pleine opération de libération d'otages par des coupeurs de route qui écumant cette région frontalière avec le Tchad et la République centrafricaine.

Un Bataillon d'intervention rapide (BIR), unité spéciale de l'armée camerounaise, est en opération

dans la zone depuis quelques années, mais les responsables de la sécurité du pays accusent certaines élites politiques et traditionnelles d'entretenir des gangs de malfrats.

BÉNIN - Le braquage des deux banques privées de Cotonou a fait 6 morts et 400 millions de francs CFA emportés

24 novembre 2008 - par APANEWS

Six personnes sont mortes et une vingtaine autres blessées, lors du braquage de deux banques privées de Cotonou, notamment Eco Bank et Diamond Bank, survenu dans la nuit de vendredi dernier, au marché de Dantokpa, au cours duquel, les bandits ont emporté une somme de 400 millions de francs CFA, a appris APA de source policière.

Selon les témoignages recueillis par APA, dans le marché de Dantokpa, les deux groupes de bandits seraient arrivés vendredi nuit sur les lieux par deux différents moyens de transports. Le premier groupe dont le nombre n'est pas connu serait arrivé dans le marché à bord d'une barque motorisée, alors que le second par voie terrestre à bord d'un véhicule tout terrain « Lande Rover ».

Ces deux groupes de bandits, selon les mêmes sources, auraient, dans un premier temps, tiré des coups de feu en l'air, créant ainsi, la débâcle générale au sein des usagers de ce marché international, avant de s'attaquer aux institutions financières.

Dans leur braquage, un groupe de ces hors la loi, a réussi à pénétrer dans l'enceinte des deux banques avant de s'attaquer aux caisses de ces institutions financières, alors que le second groupe échangeait des tirs nourris avec les gardes de la sécurité publique. Devant la riposte des éléments de la sécurité publique, les malfrats ont pris la fuite, tout en emportant plus de 350 millions au niveau de Eco Bank et près de 40 millions de Diamond Bank.

Sommet sur la solidarité numérique à Lyon, l'Afrique attend toujours du concret

24/11/2008

SOCIÉTÉ – Le sommet mondial pour la solidarité numérique qui s'est tenu ce lundi à Lyon ne s'est pas franchement terminé sur la note positive et pleine d'espoir qui sied généralement à ce genre de grande manifestation. Après les déclarations pétries de bonnes intentions de la brochette d'élus français présents, d'Alain Madelin, président du fonds mondial de solidarité numérique, à Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères en passant par Gérard Collomb, maire de Lyon et hôte de la conférence, Abdoulaye Wade, le président du Sénégal a remis les pendules à l'heure de la réalité... C'était à Lyon, déjà, qu'en 2003, Abdoulaye Wade avait lancé son appel à la solidarité numérique pour réduire la fracture entre le nord et le sud. Cinq ans plus tard, même lieu, il tire un bilan sans ambiguïté: « Nous avons perdu cinq ans ». Deux ans après son appel, en 2005, était pourtant créé le fonds pour la solidarité numérique. L'idée, à la base, était de faire financer ce fonds par un prélèvement d'1% sur les sur les marchés publics relatifs aux technologies de l'information, payé par le vendeur. Un système qui n'a été mis en place... qu'au Sénégal. Ailleurs, « cela n'a pas fonctionné », résume Alain Madelin, président du Fond. Précisant que le système est de toute façon incompatible avec le droit européen. Restent les financements directs des Etats. « Je n'y crois pas », tranche Abdoulaye Wade.

Le président du Sénégal préfère tabler sur la bonne volonté des entreprises, des collectivités locales, voire directement des citoyens des pays du nord qui pourraient être sollicités, sur la base du volontariat, pour donner par exemple « 2 ou 3 dollars » à l'Afrique à chaque achat de matériel informatique. Alain Madelin, lui, mise plutôt sur une journée de solidarité organisée le 17 mai sur internet. « Les clics peuvent rapporter de l'argent », assure-t-il.

Le fonds solidarité numérique doit servir à l'achat d'ordinateurs, la mise en place de systèmes de connexion internet et le financement de formations à l'informatique en Afrique. Le continent africain compte aujourd'hui 51 millions de personnes connectées à internet sur une population de 955 millions. A titre comparatif, en Amérique du Nord, 248 millions de personnes sur 337 millions d'habitants sont connectées. Le fonds de solidarité numérique a récolté jusqu'ici 6 millions d'euros. Mais seuls 900000 euros ont été utilisés pour financer des projets. « Nous attendons du concret », a rappelé Abdoulaye Wade. Visiblement agacé par ce qu'il nomme "la stratégie de la promesse".

Alice Géraud

L'ONU dénonce des atteintes aux droits de l'homme lors des combats au Kivu

LE MONDE | 25.11.08 | 14h16

La situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo (RDC) est "*un sujet de grande préoccupation*", a estimé le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, dans un rapport au Conseil de sécurité rendu public, lundi 24 novembre, à New York. Le document estime que tant l'armée gouvernementale que les soldats du général rebelle Laurent Nkunda se sont livrés à des "*exécutions arbitraires, meurtres de masse, viols et torture*" au Nord-Kivu.

Il accuse des éléments des Forces armées congolaises (FARDC) d'être "*responsables d'un grand nombre de sérieuses violations des droits de l'homme*" entre les mois de juillet et de novembre, "*notamment des exécutions arbitraires, des viols, des actes de torture ainsi que des traitements inhumains et dégradants*". Des exactions similaires sont également imputées aux services secrets congolais.

Concernant les rebelles du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) et les milices hutues rwandaises du Front démocratique pour la libération du Rwanda (FDLR), alliées aux forces gouvernementales, la liste des méfaits cités dans le rapport de l'ONU est encore plus lourde :

"Meurtres de masse, actes de torture, enlèvements, recrutements forcés d'enfants, déplacements forcés et destruction de camps (de réfugiés), travail forcé et violence sexuelle".

Pour sa part, la haute commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme, Navi Pillay, a dénoncé, lundi à Genève, les violences contre les femmes. "*C'est dans l'est de la République démocratique du Congo, plus que partout au monde, que la situation est la plus criante : des centaines de milliers de femmes y ont été violées, battues, réduites en esclavage ou tuées au cours des dix dernières années sans que presque personne n'ait été châtié*", a-t-elle déclaré.

Lundi, le journaliste tué vendredi à Bukavu a été inhumé dans cette ville de l'est de la RDC, en présence de plus de 500 personnes. Didace Namujimbo, 34 ans, père de trois enfants, travaillait pour Radio Okapi, une station parrainée par les Nations unies. Il a été tué par balles par des inconnus un an et demi après Serge Maheshe, un autre journaliste de la radio Okapi assassiné, lui aussi, à Bukavu. Pour Reporters sans frontières, "*le fiasco du procès des assassins présumés de Serge Maheshe (avait) rendu possible ce second crime abject*". - (AFP, BBC.)

Migrations illégales : l'Europe veut impliquer l'Afrique

LE MONDE | 25.11.08 | 14h40

Aide au développement et possibilités d'immigration légale contre un meilleur contrôle de l'immigration illégale. C'est le marché que propose l'Europe, sous l'impulsion de la France, aux Etats africains. Cette proposition est au centre de la deuxième conférence euro-africaine sur les migrations et le développement, qui se tient à Paris mardi 25 novembre et qui réunit les 27 Etats membres de l'UE et 27 pays africains.

Cette conférence a pour objectif l'adoption d'un programme de coopération pour 2009-2011 axé sur trois volets : la migration légale, la lutte contre l'immigration irrégulière et la synergie entre migration et développement. La France cherche à multiplier les accords de "*gestion concertée des flux migratoires*" sur ces trois thèmes et souhaite en faire une pièce maîtresse de sa politique. Le ministre de l'immigration, Brice Hortefeux, pose en modèles les sept premières conventions de ce genre déjà signées par la France depuis 2006 avec le Sénégal, le Gabon, le Congo-Brazzaville, le Bénin, la Tunisie, l'île Maurice et, lundi, avec le Cap-Vert.

A chaque fois, les pays africains s'engagent à mieux contrôler les filières d'émigration et à reprendre leurs ressortissants en situation irrégulière. En contrepartie, la France leur offre une aide au codéveloppement, voire au développement, et des possibilités de migration légale.

"Indissociables", les trois volets revêtent chacun un enjeu variable selon les Etats partenaires. Après des années de fermeture des frontières, les mesures proposées à l'égard des étudiants et des travailleurs peuvent paraître séduisantes, pour des pays comme le Bénin, le Gabon ou encore le Cap-Vert, dont les communautés en France sont peu importantes et qui ne sont pas source d'immigration clandestine.

DEUX ANS DE NÉGOCIATIONS

Mais pour d'autres, comme le Sénégal, ou le Mali avec lesquels des négociations sont engagées depuis plus de deux ans, ces accords font peser des obligations autrement plus lourdes. L'enjeu est d'autant plus crucial que, depuis quelques années, leurs dirigeants ont nettement pris conscience du fait que l'émigration constitue l'une des rares armes économiques et diplomatiques dont ils disposent dans leurs relations avec les pays riches.

Les migrations, que les Européens veulent maîtriser, sont au contraire, pour nombre de régimes africains, un moyen d'atténuer la pression et la menace d'une jeunesse désœuvrée et souvent

désespérée, en même temps que la source d'une manne considérable, bien supérieure au montant de l'aide publique au développement. Or tous les accords obligent les Etats africains à reprendre leurs ressortissants reconduits à la frontière par la France. Et tous, à l'exception du Sénégal, comportent en outre un engagement à réadmettre également les migrants de pays tiers en situation irrégulière qui, pour venir en France, ont transité par le pays signataire.

Plusieurs élections africaines se sont jouées en grande partie sur ce thème. En 2007, l'opposition sénégalaise a accusé le président Abdoulaye Wade d'avoir "*vendu les jeunes aux Espagnols*" en signant un accord sur l'immigration avec Madrid.

M. Wade, qui a également signé un accord avec la France, fait de l'équilibrisme pour ne pas apparaître comme un complice de Paris dans les affaires d'expulsions qui agitent l'opinion. "*Au moment où les Etats-Unis réussissent (l')exploit*" d'élire pour la première fois un Noir à la présidence, a-t-il déclaré au lendemain de l'élection de M. Obama, "*la France en est encore à fermer la porte de l'Europe et de la France aux Noirs*".

"*Nous ne pouvons pas être les gendarmes de l'Europe*, renchérit Mamadou Diop du consortium associatif sénégalais Congad. "*L'application de ces accords va créer beaucoup plus de problèmes qu'elle n'en résoudra. Rien n'est prévu pour réintégrer les rapatriés.*"

Philippe Bernard et Laetitia Van Eeckhout

Mozambique-Distinction-Transport La compagnie aérienne du Mozambique reçoit le prix régional de l'année

APA-Maputo (Mozambique) La compagnie nationale de transport aérien du Mozambique (LAM) a été élue Compagnie régionale de l'année en reconnaissance de sa prestation "remarquable, efficace et exemplaire" de services à l'industrie aérienne africaine, a appris APA mardi à Maputo. L'annonce a été faite dans la capitale mozambicaine par l'Association africaine des compagnies aériennes ou AFRAA. La LAM indique qu'elle va recevoir la distinction lors de la 40ème assemblée générale annuelle de l'Association devant se tenir mardi à Ouagadougou, au Burkina Faso.

« La distinction est une reconnaissance de l'AFRAA des résultats notables de la LAM et son développement dans l'industrie de l'aviation civile africaine notamment ses niveaux élevés d'efficacité, de ponctualité et de qualité des services à ses clients », a précisé l'Association. La LAM a reçu le mois dernier un certificat de l'Association internationale de transport aérien (IATA) pour avoir rempli les hautes normes internationales de qualité et d'excellence opérationnelle.

CM/nm/dmz/mn/APA 2008-11-25

Johnny Mad Dog, les enfants de la guerre

Par Christophe Carrière, le 25/11/2008 00:00 - 11:41

Film sur les enfants soldats, *Johnny Mad Dog* a été tourné au Liberia avec d'authentiques combattants en culottes courtes. Un choc.

Ces anciens combattants ont aujourd'hui entre 15 et 18 ans. Comédiens dans *Johnny Mad Dog*, de Jean-Stéphane Sauvaire, ils jouent ce qu'ils ont fait en vrai au début des années 2000, quand ils se battaient pour le président du Liberia Charles Taylor ou pour le groupe Liberians United for Reconciliation and Democracy (LURD). Armés jusqu'aux dents, ils pillaient et massacraient comme d'autres enfants de leur âge s'amusaient devant un jeu vidéo. On en conclut que leur naturel confondant à l'écran provient de cet inadmissible passif. Ce n'est pas tout à fait vrai. « Ils ont répété leur rôle quatre heures par jour pendant un an », explique Jean-Stéphane Sauvaire. Un travail de longue haleine, donc. Comme le dit Mathieu Kassovitz, coproducteur du film avec Benoît Jaubert, « il est plus facile de produire une comédie à 18 millions d'euros que *Johnny Mad Dog*, qui en coûte neuf fois moins [2,28 millions d'euros] mais demande beaucoup plus de temps et présente énormément de risques. »

Le livre éponyme d'Emmanuel Dongala (*Johnny chien méchant*, Le Serpent à plumes), dont est tiré le scénario, se déroule au Congo. Pour des raisons de sécurité, hélas confirmées par la situation actuelle de la région, Kassovitz, Jaubert et Sauvaire veulent tourner dans un autre Etat africain. En l'occurrence, le Liberia, où, durant les quatorze années de guerre civile, « on obligeait les gamins à prendre les armes, contrairement au Congo, où ils s'engageaient spontanément », précise Emmanuel Dongala. Un sujet aux airs connus pour Sauvaire, réalisateur de *Carlitos Medellín*, documentaire sur les enfants en lutte contre les Farc. « L'idée qu'on puisse enrôler des enfants pour faire la guerre est intolérable », lance cet ex-assistant de Cyril Collard et de Gaspar Noé.

Jeter l'inacceptable à la face du monde

Et cette volonté de tordre le cou à l'inacceptable, en le jetant à la face du monde, lui permet de gérer des angoisses quotidiennes nourries, la plupart du temps, par ceux qu'il veut aider. Car les 15 jeunes, sélectionnés parmi 600 candidats, sont autant de bombes à retardement qu'il faut désamorcer. Ils se battent entre eux pour une peccadille, se vexent pour un rien et essuient la rancune tenace de leurs concitoyens. L'un d'eux arrive un jour sur le plateau avec le crâne rasé pour s'être pris sur la tête un coup de planche à clous. Un autre, qui vient de perdre sa mère, manque d'abandonner le projet quand, pour une histoire de portable volé, il est ligoté et battu.

N'empêche, ils iront tous au bout de l'aventure et en profiteront pour se reconstruire un peu, logés, nourris et éduqués dans une pension mise à leur disposition. Pour les préserver, Sauvage ne les emmène pas au Festival de Cannes, où le film a fait une forte impression. Comme il y a quelques semaines, à l'ONU, où l'écrivain Emmanuel Dongala était présent : « Les gens étaient touchés et choqués. » C'est le but recherché.